

17.2 Exploitations agricoles

En France métropolitaine, entre 2010 et 2016, le recul du nombre d'**exploitations agricoles** se poursuit mais à un rythme ralenti par rapport à la décennie précédente : - 2 % par an entre 2010 et 2016, contre - 3 % entre 2000 et 2010. En 2016, on compte un peu moins de 440 000 exploitations agricoles en France métropolitaine, soit 11 % de moins qu'en 2010. Moins nombreuses, les exploitations s'agrandissent. En 2016, une exploitation agricole dispose en moyenne de 63 hectares, soit 7 hectares de plus qu'en 2010 et 20 de plus qu'en 2000. La moitié des exploitations valorisent une superficie qui n'excède pas 36 hectares tandis qu'un quart en cultive plus de 93. Une exploitation agricole sur deux est désormais spécialisée en production végétale. La baisse du nombre d'exploitations est plus marquée pour les filières d'élevage.

Avec l'agrandissement régulier des structures, les très grandes exploitations valorisent désormais 36 % du territoire agricole et mobilisent 38 % du volume de travail agricole. Quasi inexistantes dans les élevages de bovins viande ou d'ovins-caprins, elles représentent plus de la moitié des exploitations spécialisées en porcins et volailles et près de 2 exploitations sur 10, toutes productions confondues. À l'opposé, les petites exploitations rassemblent près d'un tiers des exploitations mais n'exploitent que 7 % de la **superficie agricole utilisée (SAU)** en mobilisant 12 % de l'emploi agricole. Les petites exploitations restent

majoritaires en cultures fruitières et en élevage ovin-caprin, mais se raréfient dans les élevages de bovins laitiers ou de porcins.

L'agrandissement des exploitations s'accompagne du développement des formes sociétaires. En 2016, 36 % des exploitations agricoles ont un statut de société. Elles exploitent 64 % de la SAU et mobilisent 61 % de la force de travail. Les formes sociétaires concernent près de 7 exploitations sur 10 parmi les grandes exploitations, voire plus de 8 sur 10 parmi les très grandes. Les exploitations agricoles à responsabilité limitée (EARL) sont les formes sociétaires privilégiées, notamment pour les grandes exploitations. Les groupements agricoles d'exploitation en commun (Gaec) sont les autres types de sociétés les plus répandues. Dans les petites exploitations, le statut individuel reste largement majoritaire et 6 exploitants sur 10 y sont propriétaires de la totalité des terres qu'ils valorisent. Ils ne sont que 6 sur 100 parmi les grandes exploitations.

Les actifs **permanents** assurent toujours l'essentiel du travail agricole mais le volume de travail des saisonniers ou occasionnels et du personnel employé par des tiers s'accroît. En 2016, l'agriculture assure un emploi permanent à 824 000 personnes qui occupent, dans sept cas sur dix, des fonctions d'actifs dirigeants. Le reste des heures travaillées est effectué essentiellement par des salariés saisonniers employés directement par l'exploitation. ■

Définitions

L'enquête structure est une enquête par sondage. Elle porte sur l'ensemble des exploitations y c. celles gérant des packages collectifs.

Classification des exploitations agricoles : répartition des exploitations selon leur spécialisation (orientation technico-économique) et leur dimension économique. Elle repose depuis le recensement agricole de 2010 sur le concept de production brute standard (PBS). Les coefficients PBS ont été mis à jour entre les recensements 2000 et 2010 (moyenne 2005 à 2009) et l'enquête structure 2016 (moyenne 2011 à 2015). Sur la base des coefficients de PBS, les exploitations sont réparties en quatre classes de tailles :

- les petites (PBS < 25 000 euros) ;
- les moyennes (PBS entre 25 000 et moins de 100 000 euros) ;
- les grandes (PBS > 100 000 euros) ;
- les très grandes (PBS > 250 000 euros).

Dimension économique, exploitation agricole, mode de faire-valoir, orientation technico-économique, production brute standard (PBS), salarié permanent agricole, superficie agricole utilisée (SAU), unité de travail annuel (UTA) : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « GraphAgri France », Agreste, édition 2018.
- « Enquête pratiques d'élevage 2015 – Pratiques sanitaires en élevages de bovins », *Agreste Primeur* n° 352, décembre 2018.
- « Bilan annuel de l'emploi agricole – Résultats 2016 et estimations 2017 », *Agreste Chiffres et Données* n° 253, septembre 2018.
- « Enquête sur la structure des exploitations agricoles – En 2016, des exploitations moins nombreuses mais plus grandes », *Agreste Primeur* n° 350, juin 2018.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Caractéristiques des chefs d'exploitation et coexploitants

en % du nombre d'actifs

	Chefs d'exploitation et coexploitants		
	2000	2010	2016
Nombre de personnes	764 000	605 000	564 000
Répartition par classe d'âge			
Moins de 40 ans	26,1	19,3	17,5
40 à 59 ans	53,5	60,7	57,1
60 ans et plus	20,5	20,0	25,3
Taux de féminisation	24,4	26,7	26,7
Temps de travail			
Moins de 1/4 de temps	23,0	20,6	19,7
Temps complet	54,7	61,4	61,6

Champ : France métropolitaine. Note : des précisions sur l'enquête structure sont données dans la rubrique « Définitions » de cette fiche.
Source : SSP, Agreste, recensements agricoles 2000 et 2010, enquête structure 2016.

Exploitations agricoles selon la superficie agricole utilisée en 2016

	Exploitations		SAU	
	en milliers	en %	en milliers d'hectares	en %
SAU de moins de 20 ha	175,3	40,1	1 038	3,7
SAU de 20 à moins 50 ha	74,1	16,9	2 518	9,1
SAU de 50 à moins 100 ha	88,2	20,2	6 433	23,2
SAU de 100 à moins 200 ha	75,1	17,2	10 418	37,6
SAU de 200 ha ou plus	24,7	5,6	7 296	26,3
Total	437,4	100,0	27 703	100,0

Champ : France métropolitaine. Note : des précisions sur l'enquête structure sont données dans la rubrique « Définitions » de cette fiche.
Source : SSP, Agreste, enquête structure 2016.

Exploitations et superficie agricole utilisée dans quelques pays de l'UE en 2016

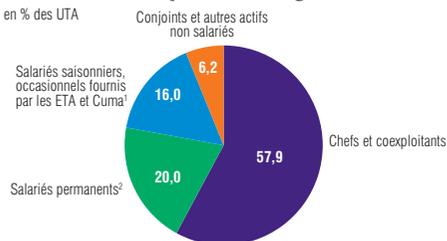
	Exploitations en milliers	SAU en milliers d'hectares	Exploitations en %	SAU en %
Roumanie	3 422	12 503	32,7	7,2
Pologne	1 411	14 406	13,5	8,3
Italie (p)	1 146	12 598	10,9	7,3
Espagne	945	23 230	9,0	13,4
Grèce	685	4 554	6,5	2,6
France	457	27 814	4,4	16,0
Hongrie	430	4 671	4,1	2,7
Allemagne	276	16 715	2,6	9,6
Portugal	259	3 642	2,5	2,1
Bulgarie	203	4 469	1,9	2,6
Royaume-Uni	185	16 673	1,8	9,6
UE	10 468	173 339	100,0	100,0

Champ : ensemble des exploitations y c. collectives.

Sources : Eurostat (extraction du 14 novembre 2018) ; SSP.

Travail sur les exploitations agricoles en 2017

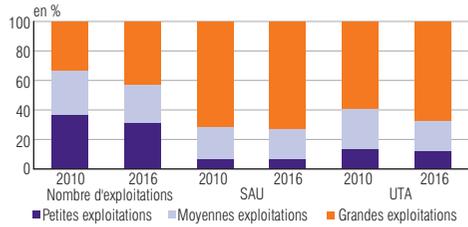
en % des UTA



1. Externes : salariés des entreprises de travaux agricoles et des coop. d'utilisation de matériel agricole. 2. Y c. les conjoints salariés et les autres actifs familiaux salariés. Champ : France métropolitaine.

Source : SSP, Agreste, bilan annuel de l'emploi agricole.

Nombre d'exploitations, SAU et volume de travail selon la dimension économique

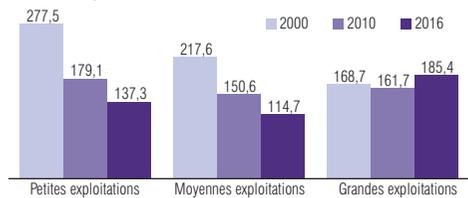


Champ : France métropolitaine. Note : des précisions sur l'enquête structure sont données dans la rubrique « Définitions » de cette fiche.

Source : SSP, Agreste, recensement agricole 2010, enquête structure 2016.

Exploitations agricoles selon la dimension économique

en milliers d'exploitations



Champ : France métropolitaine. Note : des précisions sur l'enquête structure sont données dans la rubrique « Définitions » de cette fiche.

Source : SSP, Agreste, recensements agricoles 2000 et 2010, enquête structure 2016.

Moyennes et grandes exploitations agricoles selon l'orientation technico-économique

en milliers

	2000	2010	2016
Céréales et oléoprotéagineux	49,5	51,4	61,5
Viticulture	55,4	46,9	48,7
Bovins lait	70,8	48,2	40,2
Polyculture et polyélevage, autres	55,8	39,2	36,6
Bovins viande	36,6	33,5	35,6
Autres grandes cultures	26,1	19,5	20,0
Qvins, caprins et autres herbivores	22,9	20,3	13,1
Élevages avicoles	14,8	12,6	9,9
Bovins mixte	16,1	9,4	7,3
Fruits et autres cultures permanentes	12,9	8,0	6,1
Fleurs et horticulture diverse	9,5	6,7	5,9
Légumes et champignons	6,2	4,4	5,6
Porcins	7,7	6,0	5,4
Autres granivores mixte	9,4	6,1	4,3

Champ : France métropolitaine. Note : des précisions sur l'enquête structure sont données dans la rubrique « Définitions » de cette fiche.

Source : SSP, Agreste, recensements agricoles 2000 et 2010, enquête structure 2016.

Mode de faire-valoir des exploitations

en milliers d'hectares

	2010	2016
Faire-valoir direct	6 481	5 593
Terres prises en location	21 231	22 111
Auprès de tiers	16 831	16 559
Auprès d'associés	4 076	5 304
Autres locations ¹	324	248
Total de la SAU	27 712	27 703

1. Métayage, locations provisoires, etc. Champ : France métropolitaine.

Note : des précisions sur l'enquête structure sont données dans la rubrique « Définitions » de cette fiche.

Source : SSP, Agreste, recensement agricole 2010, enquête structure 2016.

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Les clés des Tableaux de l'économie française

Titre de la double-page

Numéro du thème
et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Les mots ou expressions
en gras et en couleur
sont définis plus bas
ou dans la rubrique
« Définitions » en annexes

Une présentation
synthétique sur
chaque double-page

Des définitions pour
comprendre les concepts
clés de la double page
Toutes les définitions
sont regroupées dans
la rubrique « Définitions »
en annexes

Des publications
téléchargeables gratuitement
pour approfondir le sujet
Adresses des sites Internet
à retrouver dans la rubrique
« Adresses utiles » en annexes

Après une accélération en janvier 2017 à +1,3 %, le taux d'inflation mesuré par la variation sur un an de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** baisse progressivement jusqu'en juillet 2017 avant de remonter régulièrement au second semestre pour atteindre +1,2 %, fin 2017. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit globalement le même mouvement en France que dans l'ensemble de la zone euro. De même, l'indicateur d'**inflation sous-jacente**, qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales), remonte très lentement de février à décembre 2017, passant de +0,2 % à +0,6 % fin 2017.

En moyenne sur l'année, les prix à la consommation augmentent davantage en 2017 qu'en 2016 (+1,0 %, après +0,2 % entre 2015 et 2016) : l'inflation atteint ainsi un niveau supérieur à celui de 2013. Ce dynamisme reflète un vif rebond des prix de l'énergie et une accélération des prix de l'alimentation et du tabac. Seul un recul un peu plus prononcé des prix des produits manufacturés modère la hausse de l'inflation, alors que les prix des services croissent au même rythme qu'en 2016.

Après trois années de baisse consécutive, les prix des produits énergétiques sont en forte hausse en 2017 (+6,2 % en moyenne, après -2,8 %) en lien avec la fiscalité accrue sur les carburants en janvier 2017 et la remontée du cours moyen du Brent. Tous les prix des produits pétroliers rebondissent nettement :

combustibles liquides (+17,3 % en moyenne), gazole (+11,7 %) et essence (+5,8 %). Les prix du gaz participent aussi à la hausse de l'inflation énergétique (+4,6 %, après -7,6 % en 2016). En revanche, les prix de l'électricité ralentissent (+0,4 %, après +3,1 %).

En 2017, les prix des produits alimentaires (y compris boissons, alcoolisées ou non) augmentent plus rapidement qu'en 2016 (+1,0 % en moyenne, après +0,6 %), avec une nette accélération des prix des produits alimentaires hors produits frais. Après deux années de faible hausse, les prix du tabac augmentent davantage : +2,7 % entre 2016 et 2017 en lien avec le relèvement des taxes.

En 2017, les prix des produits manufacturés diminuent (-0,6 % en moyenne, après -0,5 % en 2016). Ceux des articles d'habillement et de chaussures sont stables. Le recul des prix des produits de santé se poursuit pour la quatrième année consécutive. Enfin, les prix des autres produits manufacturés baissent (-0,2 % en moyenne en 2017, après -0,1 %).

L'inflation dans les services est inchangée en 2017, à +1,0 %, comme en 2016. Les prix des services de transport rebondissent nettement (+2,0 %, après -1,5 %). Ceux des services de santé augmentent vivement à la suite de la revalorisation des tarifs de consultation (+1,3 %, après +0,2 %). En revanche, les prix des loyers, indexés sur les évolutions passées de l'inflation, ralentissent en 2017, comme chaque année depuis 2006, à l'exception de 2012. Quant aux prix des services de communication, ils se replient fortement, après trois années de hausse. ■

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « 2017 – Les niveaux des prix ont varié quasiment du simple au triple parmi les États membres de l'UE », *communiqué de presse n° 102*, Eurostat, juin 2018.
- « Indice des prix à la consommation – Moyennes annuelles 2017 », *Informations rapides n° 8*, Insee, janvier 2018.
- Séries chronologiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne, ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2017

en % — Unité

Fonction de consommation	Pondération ¹		Évolution 17/16		Fonction de consommation	Pondération ¹		Évolution 17/16	
	2017	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²		2017	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²
Ensemble (y c. tabac)	10 000	1,0	1,2		Transport	1 451	3,1	2,8	
Ensemble (hors tabac)	9 812	1,0	1,1		Achats de véhicules	362	0,7	1,7	
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 435	1,1	1,4		Utilisation de véhicules personnels	801	4,5	3,9	
Produits alimentaires	1 311	1,1	1,5		Services de transport	288	2,0	1,1	
Boissons non alcoolisées	124	0,6	0,7		Communications	285	-4,2	-4,2	
Boissons alcoolisées et tabac	380	1,6	3,3		Services postaux	17	3,8	3,8	
Boissons alcoolisées	192	0,6	0,7		Matériel de téléphonie et de télécopie	43	-8,6	-5,0	
Tabac	188	2,7	6,0		Services de téléphonie et de télécopie	225	-4,0	-4,6	
Habillement et chaussures	447	0,1	0,0		Loisirs et culture	894	0,3	0,5	
Habillement	357	0,1	0,0		Équipements audio-visuels, photo et informatiques	138	-2,2	-1,2	
Chaussures y c. réparation	90	-0,2	-0,1		Autres biens durables (loisirs)	46	-1,4	1,5	
Logement, chauffage, éclairage	1 418	1,6	1,4		Autres articles et équip. de loisirs	242	-0,2	0,3	
Loyers d'habitation	629	0,2	0,2		Services récréatifs et culturels	309	1,1	1,2	
Entretien et réparation courante du log.	172	1,5	1,6		Presse, livres et papeterie	140	1,9	2,0	
Distribution d'eau et autres services	159	1,4	1,5		Voyages touristiques tout compris	19	1,7	-6,0	
Chauffage, éclairage	458	3,7	2,9		Éducation	4	1,2	0,6	
Meubles, équip. ménager, entretien maison	530	-0,2	-0,1		Hôtellerie, cafés, restaurants	752	1,6	1,4	
Meubles, tapis, revêtements de sol	154	-0,2	0,0		Restauration et cafés	587	1,4	1,2	
Articles de ménage en textile	39	0,9	1,2		Services d'hébergement	165	2,4	2,0	
Appareils ménagers	87	-2,0	-2,2		Autres biens et services	1 341	1,1	1,2	
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	70	0,4	0,9		Soins personnels	278	0,3	0,2	
Outils pour la maison et le jardin	50	-0,5	0,0		Effets personnels (non définis ailleurs)	119	0,9	1,1	
Entretien courant de l'habitation	130	0,4	0,4		Protection sociale	485	0,9	1,0	
Santé	1 063	-0,2	0,5		Assurances	296	2,1	2,3	
Médicaments et produits pharmaceutiques	463	-2,0	-1,7		Services financiers	38	2,5	2,2	
Médecine non hospitalière	600	1,3	2,2		Autres services	125	0,9	1,1	

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.
 2. Évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.
- Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages. Note : base 100 en 2015.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Quelques hausses et baisses de prix en 2017

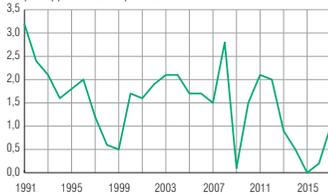
glissement annuel de déc. à déc. en %

HausSES		Baisses	
	17/16		17/16
Combustibles liquides	+ 11,1	Pommes de terre	-10,8
Gazole	+ 9,4	Forfaits touristiques	-6,0
Médecines généralistes	+ 7,8	Luminières	-5,4
Fruits frais	+ 6,7	Matériel de téléphonie et de télécopie	-5,0
Huiles et graisses	+ 7,4	Matériel de nettoyage	-5,0
Tabac	+ 6,0	Appareils de transformation d'aliments	-5,0
Esence	+ 5,3	Appareils de cuisson	-4,2
Hydrocarbures liquéfiés (butane, propane, etc.)	+ 5,1	Matériel de traitement de l'information	-3,9
Services postaux	+ 3,8	Appareils photo et caméras	-3,8
Journaux et publications périodiques	+ 3,8	Tapis et moquettes	-3,4

Champ : France hors Mayotte. Note : évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des tableaux concernant la France y compris les Dom sauf indication contraire

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1991 à 2017



Champ : France hors Mayotte. Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. L'indice est la moyenne arithmétique des 12 indices mensuels.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des graphiques d'illustration

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2017

	glissement annuel de déc. à déc. en %		
	17/16	17/16	
Allemagne	1,6	Lettonie	2,2
Autriche	2,3	Lituanie	3,8
Belgique	2,1	Luxembourg	1,6
Chypre	-0,4	Malte	1,3
Espagne	1,2	Pays-Bas	1,2
Estonie	3,8	Portugal	1,6
Finlande	0,5	Slovaquie	2,0
France	1,2	Slovénie	1,9
Grèce	1,0	Zone euro	1,7
Irlande	0,5	UE	1,4
Italie	1,0		

Note : évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.
Source : Eurostat (extraction du 24 mai 2018).

Des données de cadrage européennes ou mondiales